FRANCE

La Constitution garantit la liberté de religion, et nombre d'autres lois et orientations contribuent à la liberté d'ensemble d'exercice du culte. Toutefois, certaines lois et politiques imposent des limites à la liberté d'expression religieuse en public et d'autres prévoient une surveillance accrue des groupes religieux minoritaires. Au cours de la période couverte par le présent rapport, le gouvernement a proposé un projet de loi visant une interdiction totale du port d'un voile dissimulant le visage dans l'espace public. Certains groupes religieux ont dénoncé le projet de loi, avançant que s'il était voté, il limiterait la liberté de religion.

Le gouvernement a généralement respecté la liberté de religion dans la pratique, mais le traitement de certains groupes religieux minoritaires et certaines restrictions relatives à la liberté religieuse continuent de susciter des inquiétudes. Aucun changement n'a été observé en ce qui concerne le respect de la liberté de religion par l'État au cours de la période couverte dans le présent rapport. Le gouvernement a une politique déclarée de surveillance des activités de certaines sectes jugées potentiellement « dangereuses », qui est confiée à la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES). La discrimination à l'encontre des Témoins de Jéhovah, des scientologues et d'autres groupes considérés par la MIVILUDES comme des « sectes dangereuses » demeure un sujet d'inquiétude. Ces groupes ont reproché aux publications de la MIVILUDES de contribuer à alimenter la méfiance du public envers les religions minoritaires et de susciter des actes de discrimination à leur encontre.

Des abus ou des actes de discrimination fondés sur l'appartenance, les convictions ou les pratiques religieuses ont été signalés au sein de la société ; toutefois, des personnalités en vue ont pris des mesures positives visant à promouvoir la liberté de religion. La France compte les communautés musulmane et juive les plus importantes d'Europe. Des membres de ces groupes ainsi que d'autres ont subi des agressions physiques violentes et des attaques contre leurs lieux de culte, et fait l'objet de discrimination. Les responsables du gouvernement, les représentants des diverses religions et les organisations non gouvernementales (ONG) continuent de dénoncer vigoureusement les actes de violence antisémites et racistes, et le gouvernement a renforcé la protection des institutions juives.

Le gouvernement des États-Unis discute de questions de liberté de religion avec le gouvernement français dans le cadre général de sa politique de défense des droits de l'homme.

Section I. Démographie religieuse

La France métropolitaine a une superficie de 543 965 kilomètres carrés et une population de 64,7 millions d'habitants.

Conformément à ses dispositions sur la séparation de l'Église et de l'État, le gouvernement ne fait pas de statistiques sur l'appartenance religieuse. Selon un sondage publié en décembre 2009 par le quotidien catholique *La Croix*, 64 % de la population est catholique. Bien que ce soit la première religion, seuls 4,5 % des catholiques assistent régulièrement à des offices religieux.

Avec un nombre de musulmans estimé entre cinq et six millions, l'islam est la deuxième religion de France et il représente entre 8 et 10 % de la population. Selon un sondage publié en août 2009 dans le quotidien catholique *La Croix*, 33 % des musulmans interrogés ont dit faire les cinq prières quotidiennes obligatoires ; 23 % d'entre eux vont à la mosquée pour les prières du vendredi et 70 % observent le Ramadan. La population musulmane est principalement composée d'immigrants originaires d'Afrique du Nord et des anciennes colonies d'Afrique subsaharienne et de leurs descendants.

Parmi les groupes religieux qui constituent moins de 5 % de la population, on compte les protestants, les bouddhistes, les juifs, les évangéliques, les Témoins de Jéhovah, les chrétiens orthodoxes, les scientologues, les mormons et les sikhs.

Selon la Fédération protestante de France, le nombre des protestants s'élève à environ un million. L'Union Bouddhiste de France estime qu'elle compte environ 770.000 sympathisants et pratiquants. La population bouddhiste est principalement composée d'immigrants chinois et vietnamiens et de leurs descendants, auxquels vient s'ajouter une minorité significative de convertis et de sympathisants de souche française. La communauté juive regroupe environ 600.000 personnes parmi lesquels 70 % sont sépharades et 30 % ashkénazes. Selon la presse, plus de 60 % d'entre elles ne sont pas très pratiquantes et, dans le meilleur des cas, elles ne célèbrent que les grandes fêtes juives.

D'après la presse, le nombre de fidèles des églises évangéliques serait en hausse, jusqu'à compter 450.000 adhérents. Il existe plus de 2.000 églises évangéliques,

notamment des « églises de la prospérité » d'inspiration africaine présentes dans les banlieues parisiennes qui sont principalement composées d'immigrés africains et antillais. Les Témoins de Jéhovah estiment rassembler environ 120.000 membres pratiquants. Le nombre de chrétiens orthodoxes oscille entre 80.000 et 100.000 parmi lesquels la vaste majorité est associée au rite orthodoxe grec ou russe.

Les autres cultes présents en France regroupent l'Église de Scientologie, l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (les « mormons ») et les sikhs. L'Église de Scientologie évalue le nombre de ses membres à 50.000. Les Mormons évaluent leur nombre à 35.000, parmi lesquels 30 % sont pratiquants. Selon l'association United Sikhs en France, les sikhs se dénombrent entre 10.000 et 11.000.

Section II. Respect de la liberté de religion par l'État

Cadre juridique/général

La Constitution garantit la liberté de religion, et nombre d'autres lois et orientations contribuent à la liberté d'ensemble d'exercice du culte. Toutefois, certaines lois et politiques imposent des limites à la liberté d'expression religieuse en public et d'autres prévoient une surveillance accrue des groupes religieux minoritaires. Au cours de la période couverte par le présent rapport, le gouvernement a proposé un projet de loi visant une interdiction totale du port d'un voile dissimulant le visage dans l'espace public. Certains groupes religieux ont dénoncé le projet de loi, avançant que s'il était voté, il limiterait la liberté de religion.

Un long passé marqué par des conflits entre l'Église catholique et la République française a porté l'État à rompre ses liens avec l'Église au début du XX^{ème} siècle et à prendre un ferme engagement en faveur du principe de laïcité comme valeur républicaine. La loi de 1905 portant séparation de l'Église et de l'État sert de base à la réglementation actuelle en matière de liberté de culte et interdit toute discrimination fondée sur les convictions religieuses.

La constitution et les lois, auxquelles viennent s'ajouter les pactes internationaux et européens auxquels la France est partie, garantissent le droit des individus de choisir leur religion, d'en changer et de la pratiquer. La constitution garantit que la France « assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ». De même, la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789, qui fait partie de la

Constitution actuelle, stipule : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi ».

La liberté de religion est un droit protégé. Toute ingérence dans la liberté de religion est passible de sanctions pénales, notamment d'amendes et de peines de prison. En outre, toute personne accusée dans un procès est autorisée à remettre en cause la constitutionnalité de la loi invoquée à son encontre.

Une législation anti-diffamation sévère interdit toute agression fondée sur la race ou la religion. La négation des crimes contre l'humanité, établis par la Charte de Londres de 1945, est illégale. Les infractions à caractère « raciste, antisémite ou xénophobe » sont réprimées et les crimes « de haine » sont passibles de peines plus lourdes. Ainsi, les sanctions sont renforcées pour certains crimes lorsque l'infraction est commise en raison de l'appartenance ou non appartenance supposée ou réelle de la victime à un groupe ethnique, une nation, une race ou une religion quelconque. Le gouvernement est autorisé à expulser les étrangers qui se livrent à des « actes d'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence contre une personne ou un groupe de personnes déterminés ».

Le rapport de 2009 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) continue d'énumérer plusieurs nouvelles mesures gouvernementales de lutte contre les discriminations soumettant la promotion des agents des forces de l'ordre à diverses conditions notamment, pour plus de 550 professionnels de la sécurité, celle de participer à une formation relative au discernement opérationnel nécessaire à l'exécution de leur mission au contact du public depuis le 1^{er} janvier 2009. Un guide rédigé par la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE), organisme indépendant, et la Direction générale de la police nationale (DGPN) est remis à tous les agents et il est accessible sur le site intranet. En 2009, 1.338 officiers de police judiciaire ont mené à bien une formation obligatoire relative au respect des lois anti-discriminatoires et de la déontologie tandis que 629 capitaines de la police en instance de promotion participaient à un cours sur la discrimination organisé par l'École Nationale Supérieure des Officiers de Police.

Le gouvernement ne fournit aucun financement direct à des organisations religieuses pour construire des mosquées, des églises ou des synagogues. Toutefois, il est autorisé à se porter garant pour un prêt, ou à accorder un bail sur un bien immobilier à une organisation à des taux avantageux. Il est également autorisé à financer des organisations culturelles liées à une confession religieuse.

Le 3 juin 2010, la Ville de Paris a annoncé la construction de l'Institut des Cultures d'Islam dans le quartier de la Goutte-d'Or, destiné à présenter la diversité de l'Islam. D'une superficie de 4.500 m², cet établissement comportera plusieurs édifices consacrés à des activités culturelles et religieuses. La ville a engagé un budget de 22 millions d'euros pour la construction de l'espace culturel, tandis que des organisations privées devraient assurer le financement des installations destinées au culte, notamment deux salles de prière. Ces dernières auront pour but de contribuer à désengorger la mosquée du quartier. L'inauguration de l'Institut des cultures de l'Islam est prévue pour 2013, peu avant la fin du deuxième mandat du maire de Paris Bertrand Delanoë.

Après de nombreuses négociations remontant jusqu'à 2006, le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a présidé une petite cérémonie au cours de laquelle Nourredine Cheikh, ancien président de l'association Mosquée de Marseille, s'est vu remettre le permis de construire de la Grande Mosquée de Marseille le 6 novembre 2009. Les présidents du Conseil Français du Culte Musulman et du Conseil Régional du Culte Musulman ont également assisté à la cérémonie. La Grande Mosquée de Marseille pourra accueillir plus de 3.500 fidèles à l'intérieur du bâtiment et quelque trois à quatre mille sur la grande esplanade à l'extérieur. Le projet devrait également comprendre un centre culturel, une bibliothèque, une librairie, une école coranique et un restaurant ouvert au public. Le coût total des différentes installations composant la mosquée et le centre culturel est estimé à 22 millions d'euros. Les pouvoirs publics prévoient d'offrir un bail de 99 ans à l'association Mosquée de Marseille pour le terrain qui accueillera la mosquée, le loyer étant fixé à 300 euros par an ; et plusieurs gouvernements étrangers, parmi lesquels ceux de l'Algérie, du Maroc et de l'Arabie saoudite ont fait connaître leur intention de contribuer au financement de la construction de la mosquée. Les responsables du gouvernement français se sont verbalement engagés à fournir une aide au financement pour la construction du centre culturel. L'inauguration des travaux a eu lieu en janvier 2010 et leur achèvement est prévu pour juin 2011, en dépit du fait que des difficultés de financement font douter que ce calendrier puisse être tenu. La population de Marseille est de 900.000 habitants, parmi lesquels environ 300.000 musulmans originaires d'Afrique du Nord et 90.000 personnes issues d'Afrique subsaharienne qui sont aussi principalement musulmanes.

L'État observe les fêtes religieuses suivantes comme jours fériés : Pâques, le jour de l'Ascension, le jour de l'Assomption, la Toussaint et Noël.

Le 19 mai 2010, le conseil des ministres a approuvé un projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. L'Assemblée nationale a entériné le projet de loi du gouvernement en juillet et il sera vraisemblablement débattu au Sénat en septembre. Si ce projet de loi ne le stipule pas de façon explicite, il est largement reconnu qu'il avait pour objectif d'interdire aux femmes musulmanes de porter le voile islamique intégral, souvent appelé « burqa » ou « niqab », qui masque entièrement le visage. Si la loi est votée au Sénat et survit aux possibles recours devant le Conseil constitutionnel, les contrevenants pourraient se voir imposer une amende de 150 euros et/ou l'obligation de suivre un stage de citoyenneté. En outre, le fait, par menace, violence ou contrainte, abus de pouvoir ou abus d'autorité, d'imposer à une personne, en raison de son sexe, de dissimuler son visage est puni d'un an de prison et de 30.000 euros d'amende, peines qui sont multipliées par deux si la victime est mineure. L'interdiction entrerait en vigueur six mois après la promulgation de la loi, délai durant lequel, a déclaré la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, le gouvernement, avec l'aide des organisations de la société civile telles que le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), pourrait entreprendre un effort de pédagogie auprès du public quant aux implications de la nouvelle loi et expliquer que « le port du voile intégral n'est pas une exigence de l'islam ». Selon des estimations du ministère de l'Intérieur, seules 2.000 femmes environ ont adopté le port du voile intégral en France.

Instance administrative supérieure, le Conseil d'État a émis, à deux reprises, des avis consultatifs qui remettent en cause la légalité du projet de loi et mettent en garde contre le fait qu'une interdiction totale dans l'espace public risquerait d'être contraire à la Constitution et à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Vraisemblablement, la loi sera contestée devant le Conseil constitutionnel, la plus haute instance de contrôle et de consultation, avant d'être promulguée. Dans le cas où elle serait invalidée par le Conseil constitutionnel, un référendum d'initiative populaire pourrait en renverser la décision.

Le débat public s'est intensifié sur cette question lorsque le Président Sarkozy a condamné la burqa en déclarant qu'elle ne serait « pas la bienvenue sur le territoire de la République » lors d'un discours prononcé le 22 juin 2009. Le Président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer a mis en place une mission d'information parlementaire constituée de 32 députés de toutes tendances politiques afin d'étudier la pratique du port du voile intégral sur le territoire national. Un rapport de 700 pages a été publié le 26 janvier 2010, appelant à une loi pour interdire le port d'un voile « masquant le visage » dans les bâtiments, les hôpitaux, les établissements scolaires et les transports publics.

Le débat politique relatif au port d'un voile dissimulant le visage a engendré une division au sein du Parlement, de la société et de la communauté musulmane, même si les sondages semblent indiquer un soutien populaire envers une forme de limitation du port du voile intégral. Le Parti Socialiste était divisé au sujet une interdiction complète du voile intégral, certains membres avançant que le problème était récupéré pour détourner l'attention de questions plus brûlantes, tandis que d'autres remettaient en cause la constitutionnalité du projet gouvernemental, favorisant l'idée d'une interdiction limitée aux bâtiments et transports publics. Une petite minorité dans les rangs de l'opposition à l'Assemblée nationale a toutefois voté en faveur de l'interdiction totale. La plupart des députés de l'opposition ont refusé de participer au scrutin.

Le 26 janvier, le CFCM a apporté son soutien à l'interdiction partielle du voile intégral, mais il a rejeté le principe d'étendre l'interdiction à tous les lieux publics de peur que les femmes musulmanes soient « stigmatisées ». Le Président du CFCM, Mohammed Moussaoui, a déclaré que s'il s'opposait personnellement au port de la burqa, il était convaincu que les dirigeants devraient en décourager l'utilisation par la pédagogie plutôt que la législation. Le CFCM et l'Union des organisations islamistes de France (UOIF) préconisent l'établissement d'un institut national d'études de l'Islam et la création d'une commission d'information parlementaire sur la montée de l'islamophobie. Fondée par la secrétaire d'État chargée de la Politique de la Ville Fadela Amara, l'ONG Ni Putes Ni Soumises a manifesté le 25 janvier à Paris en faveur d'une interdiction du voile intégral. Couvertes d'un voile intégral, les manifestantes ont gardé le silence pendant des heures afin de souligner combien « la burqa est un symbole d'oppression à l'encontre des femmes, » a déclaré la Présidente de l'association Sihem Habchi.

En ce qui concerne la loi interdisant le port de signes religieux dans les établissements scolaires, dans sa réponse faite en 2010 au rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction, Mme Asma Jahangir, le gouvernement a déclaré qu'aucune mesure disciplinaire, conformément aux dispositions de la loi, n'avait été prise au début de l'année scolaire de 2009 à l'encontre d'élèves, ce qui suggérerait aux pouvoirs publics un désir accru du grand public de se conformer aux dispositions de la loi.

Bien que ce ne soit pas légalement requis, les organisations religieuses peuvent faire une demande d'exonération fiscale et se faire enregistrer pour obtenir une reconnaissance officielle. Les organisations religieuses peuvent choisir entre deux statuts : celui d'association culturelle, et à ce titre exonérée d'impôts, et celui

d'association culturelle, assujettie à l'impôt. Qu'elles appartiennent à l'une ou à l'autre de ces catégories, les associations sont astreintes à certaines règles de gestion et à des obligations en matière de divulgation de renseignements financiers. Une association culturelle ne peut organiser que des activités religieuses, définies comme des cérémonies et services religieux. Si les associations culturelles ne sont pas exonérées d'impôt, elles peuvent toutefois recevoir des subventions du gouvernement pour leurs activités culturelles et éducatives. Les organisations religieuses se font généralement inscrire sous ces deux appellations. Ainsi, les mormons proposent-ils des activités strictement religieuses par l'intermédiaire de leur association culturelle, mais c'est à titre d'association culturelle qu'ils gèrent un établissement scolaire.

En vertu de la loi de 1905, une organisation religieuse doit s'adresser à la préfecture locale pour être reconnue comme association culturelle et bénéficier d'une exonération fiscale. La préfecture examine les documents fournis concernant l'objet de l'association. Une association peut faire appel de la décision initiale de la préfecture. Pour bénéficier de l'exonération d'impôt, l'objet exclusif de l'association doit être la pratique d'un culte religieux quelconque, qui peut comprendre l'instruction religieuse et la construction d'édifices utilisés pour des activités religieuses. Les activités de nature purement culturelle, sociale ou humanitaire sont exclues. En outre, un groupe ne doit pas avoir des activités qui présentent une menace pour l'ordre public.

D'après le ministère de l'Intérieur, 109 associations protestantes, 15 associations juives, environ 30 associations musulmanes et une centaine d'associations catholiques sont exonérées d'impôt ; le nombre d'associations catholiques ne bénéficiant pas de l'exonération est trop élevé pour être estimé. Plus de 50 associations de Témoins de Jéhovah sont elles aussi exonérées d'impôt.

Aux termes de la loi de 1905, les associations culturelles ont droit à une exonération fiscale sur les dons qu'elles reçoivent. Toutefois, la préfecture peut décider de revoir le statut d'une association si celle-ci reçoit un don ou un legs important qui attire l'attention des autorités fiscales. Si elle décide que l'association ne respecte pas la loi de 1905, son statut peut être modifié et on peut lui réclamer de s'acquitter d'un impôt au taux de 60 % sur les dons présents et passés reçus.

L'Alsace-Lorraine faisant partie de l'Empire allemand au moment du vote de la loi de 1905 instituant la séparation de l'Église et de l'État, cette région possède sa propre législation et se conforme à ses propres coutumes et lois dans des domaines spécifiques. Bénéficiant d'un statut légal et fiscal particulier, les membres des

cultes catholique, luthérien, calviniste et juif peuvent choisir d'allouer à leur organisation religieuse une portion de leur impôt sur le revenu dans le cadre d'un système administré par le gouvernement national.

Les autorités nationales ou locales sont propriétaires des édifices religieux construits avant l'adoption de la loi de 1905 établissant la séparation de l'Église et de l'État, qui a mis un terme au financement d'organisations religieuses par l'État. Toutefois, en Alsace et dans la Moselle, des lois spéciales autorisent les autorités locales à participer aux frais de construction de certains édifices religieux.

Les missionnaires étrangers originaires de pays dont les ressortissants ne sont pas exemptés des obligations de visa d'entrée doivent se faire délivrer un visa de tourisme de trois mois avant de quitter leur propre pays. Tous les missionnaires qui désirent séjourner en France plus de 90 jours doivent obtenir un visa de long séjour avant d'entrer sur le territoire français. À leur arrivée, ils sont tenus de présenter une lettre de l'organisation religieuse qui les parraine pour faire une demande de titre temporaire de séjour à la préfecture locale.

Les écoles publiques sont laïques. En 2004, le gouvernement a adopté une loi interdisant aux salariés et aux élèves de l'enseignement public de porter des signes religieux ostentatoires, notamment le foulard islamique, la kippa, le turban sikh et les croix chrétiennes de grande dimension. Si les écoles publiques ne dispensent pas d'instruction religieuse, les programmes d'histoire comprennent un enseignement de l'histoire des religions. Les parents ont le droit d'invoquer des motifs religieux pour assurer eux-mêmes l'éducation de leurs enfants, mais tous les programmes d'enseignement doivent respecter les critères fixés pour les écoles publiques. Celles-ci s'efforcent de proposer des repas spéciaux aux élèves qui doivent respecter des interdictions alimentaires. Au cours de l'année scolaire 2009, les restaurants scolaires des établissements d'enseignement public de Lyon ont servi du poisson et des œufs pour tenir compte des interdictions alimentaires prescrits par certaines religions « dans un effort consensuel de respect de la diversité », à l'issue d'une longue concertation entre les autorités lyonnaises et des représentants des principales communautés religieuses et laïques. Le gouvernement subventionne des écoles privées, dont certaines sont affiliées à des organisations religieuses.

Restrictions à la liberté de religion

Le gouvernement a généralement respecté la liberté de religion dans la pratique, mais le traitement de certains groupes religieux minoritaires et certaines restrictions relatives à la liberté religieuse continuent de susciter des inquiétudes.

Aucun changement n'a été observé en ce qui concerne le respect de la liberté de religion par l'État au cours de la période couverte dans le présent rapport. Le gouvernement a une politique déclarée de surveillance des activités de certaines sectes réputées potentiellement « dangereuses », qui est confiée à la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES). La discrimination à l'encontre des Témoins de Jéhovah, des scientologues et d'autres groupes considérés par la MIVILUDES comme des « sectes dangereuses » demeure un sujet d'inquiétude. Ces groupes ont reproché aux publications de la MIVILUDES de contribuer à alimenter la méfiance du public envers les religions minoritaires et à susciter des actes de discrimination à leur encontre.

Chargée par le gouvernement d'observer et d'analyser les mouvements sectaires en infraction avec la loi ou qui présentent une menace pour l'ordre public, la MIVILUDES coordonne les mesures à prendre vis-à-vis des abus commis par des sectes, informe le public des dangers potentiels qu'elles présentent et apporte soutien et assistance aux victimes. La MIVILUDES est un organisme indépendant dont le président est nommé par le Premier ministre. Le Premier ministre, M. François Fillon, a nommé M. Georges Fenech à la présidence de la MIVILUDES en 2008. Ce dernier est connu pour son opposition à la scientologie entre autres mouvements. La Coordination des Associations et Particuliers pour la Liberté de Conscience a mis en cause l'objectivité et la neutralité de M. Fenech.

Dans sa réponse communiquée en février 2010 suite au rapport de 2005 de la rapporteuse spéciale de l'ONU, le gouvernement explique que la MIVILUDES, hormis son mandat classique, participe à la lutte contre toutes les formes de discrimination et, à cette fin, qu'elle maintient un dialogue avec des représentants d'une organisation (non citée dans la réponse) convaincue d'avoir été stigmatisée, dans le but de trouver des solutions pour répondre aux inquiétudes de ladite organisation. La MIVILUDES n'utilise pas de liste d'organisations susceptibles de s'engager dans des dérives sectaires. Ceci étant dit, l'avocat d'une organisation représentant des groupes religieux minoritaires en France a avancé que la façon dont la MIVILUDES collecte les informations qu'elle diffuse sur certains groupes suscite également des inquiétudes.

Certaines organisations ont reproché aux publications de la MIVILUDES de contribuer à alimenter la méfiance du public envers les religions minoritaires. Dans son septième rapport annuel remis au Premier ministre le 7 avril 2010, la MIVILUDES évoque la démarche de l'Union européenne vis-à-vis des dérives sectaires pouvant menacer les mineurs ainsi que la montée du néo-chamanisme. Ce

rapport aborde également les initiatives du ministère de la Justice en matière de formation de magistrat et d'administrateurs pénitentiaires dans la lutte contre les dérives sectaires et visant à instaurer un pouvoir judiciaire régional pour la protection de la jeunesse dans les centres de détention pour mineurs. Selon M. Fenech, les abus sectaires auraient eu une incidence, directe et indirecte, sur 500.000 personnes en France pendant la période couverte par le présent rapport.

La loi About-Picart de 2001 a durci les mesures préventives et les sanctions imposées aux associations, religieuses et non religieuses, qui compromettent la vie ou le bien-être physique ou psychologique d'une personne, mettent en danger de mort des mineurs, portent atteinte à la liberté, à la dignité ou à l'identité d'autrui, pratiquent illégalement la médecine, la pharmacologie ou la publicité mensongère. Toute personne condamnée aux termes de cette loi est passible d'une peine maximale de cinq ans de prison et d'une amende pouvant atteindre 750.000 euros ; les associations sont passibles d'amendes, de dissolution ou d'interdiction définitive. Les défenseurs des minorités religieuses ont exprimé leur inquiétude, entre autres, que les dispositions de cette loi, qui permet à certaines personnes et certains groupes d'intenter une action, pourraient être récupérées par des personnes qui cherchent à promouvoir une idéologie.

Le 27 octobre 2009, un tribunal correctionnel de Paris a jugé l'Église de Scientologie et quatre de ses dirigeants coupables de fraude et condamné l'organisation à une amende de 600.000 euros, mais il n'est pas allé jusqu'à en interdire les activités. Les accusés avaient été poursuivis aux termes d'une loi visant le crime organisé. « Cerveau » de l'Association Spirituelle de l'Église de Scientologie en France, Alain Rosenberg a été condamné à deux ans de prison avec sursis et à une amende de 30.000 euros. Les trois autres dirigeants ont été condamnés à des peines de prison avec sursis de 18 mois à deux ans, et à des amendes de 5.000 à 30.000 euros. L'Église de Scientologie a fait appel de cette décision.

Au départ, le procureur avait cherché à dissoudre l'Église de Scientologie en France, mais il s'était aperçu pendant la procédure que de récentes modifications de la loi excluaient pareille sanction pour ce type d'infraction. Par la suite, le parlement a amendé la loi pour que la dissolution devienne à l'avenir une peine possible pour des infractions semblables, ainsi que pour celles prévues aux termes de la loi About-Picard. Pendant le débat au Sénat, le Secrétaire d'État chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, a fait l'éloge de l'amendement, remarquant que l'un des objectifs majeurs de 2010 était d'éliminer le « cancer des sectes » des programmes pédagogiques.

Le rapport 2009 de la MIVILUDES sur les activités sectaires potentiellement dangereuses ou aberrantes évoque 47 fois les Témoins de Jéhovah. Il remarque que les autorités gouvernementales continuent de s'inquiéter du fait que des parents Témoins de Jéhovah refusent la transfusion sanguine pour leurs enfants et découragent ces derniers de suivre des études supérieures. Toutefois, ce rapport a fait état de progrès dans ce dernier domaine, surtout en matière de droit et d'informatique. Certaines références aux Témoins de Jéhovah sont à replacer dans le contexte du débat, dans le rapport, sur la façon dont les autres pays confrontent le problème des mineurs en contact avec les « aberrations sectaires » tandis que bien d'autres sont présentées dans le cadre d'une analyse juridique du droit des parents à imposer leurs convictions à leurs enfants. La Scientologie n'est pas explicitement un axe majeur du rapport 2009 ; toutefois des responsables ecclésiastiques ont exprimé leur inquiétude que l'évocation qui y est faite du travail illégal dans certaines sectes pourrait servir à viser injustement des bénévoles de l'Église de Scientologie.

Le 23 avril 2010, à Nantes, une femme convertie à l'islam a reçu une amende de 22 euros parce qu'elle conduisait le visage dissimulé par un niqab qui, d'après les autorités, entravait sa vision. Selon les rapports de la presse, l'avocat de la conductrice avait contesté l'amende, faisant valoir que le vêtement qu'elle portait n'entravait ni sa vision, ni sa liberté de mouvement.

Une Française musulmane portant un « burkini », maillot de bain islamique couvrant l'intégralité du corps et de la chevelure, s'est vu refuser l'entrée dans une piscine municipale le 1er août 2009, conformément à la réglementation d'hygiène publique invoquée par les responsables publics régionaux. Comme il est interdit de se baigner tout habillé dans les piscines municipales pour des raisons d'hygiène, les responsables insistent que cette décision n'est en aucun cas motivée par des considérations religieuses. La femme mise en cause s'est plainte d'être victime de ségrégation, affirmant qu'elle avait parlé avec les services concernés pour vérifier que le port de son maillot de bain ne poserait pas de problème, et qu'elle avait déjà fréquenté cette même piscine sans problème quelques jours avant l'incident. Elle a voulu déposer une plainte à la police, ce qui lui a été refusé.

Le 19 juillet 2009, la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a statué que la plainte déposée contre la France par les familles de garçons sikhs n'était pas recevable, ce qui a mis un terme aux procédures de contestation de la légalité de la loi présentées en mai et décembre 2008 par les avocats de United Sikhs contre la loi interdisant le port de signes religieux ostentatoires dans les établissements

d'enseignement public, porté respectivement par devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et la CEDH. Selon la plaidoirie de l'association United Sikhs et le Comité français d'action pour le turban, l'expulsion des élèves qui portaient un « keski » (sous-turban) contrevenait à la Convention européenne des droits de l'homme, définissant respectivement le droit à la liberté de religion et l'interdiction de discrimination.

À la fin de la période couverte par le présent rapport, la CEDH n'avait pas encore rendu de décision concernant le recours déposé en 2005 par les Témoins de Jéhovah contre un ensemble de décisions judiciaires leur imposant un redressement fiscal lié à la taxation d'offrandes dont le montant était supérieur à la valeur de leurs actifs. Le redressement fiscal de 57 millions d'euros coûterait aux Témoins de Jéhovah tous les édifices et les actifs qu'ils possèdent dans le pays, ce qui pourrait mettre un terme à leur existence. C'était la première, et c'est encore la seule, décision d'imposer d'office les dons reçus par une association à but non lucratif.

Les Témoins de Jéhovah se plaignent de se voir fréquemment refuser le droit d'assumer des fonctions d'aumôniers dans les établissements pénitentiaires et d'y distribuer de la documentation, alors que ces activités sont permises pour d'autres groupes religieux.

Il n'a été signalé aucun cas d'individus prisonniers ou détenus pour leurs convictions religieuses.

Conversions religieuses forcées

Il n'a été signalé aucun cas de conversion religieuse forcée.

Améliorations et évolutions positives en matière de liberté de religion

Le 7 avril 2010, le Conseil d'État a confirmé que les pouvoirs publics étaient tenus de respecter une circulaire de 1967 autorisant les fonctionnaires à prendre des congés des jours de fêtes religieuses qui ne sont pas officiellement des jours fériés.

L'ONG Droits de l'Homme sans Frontières a signalé qu'en février 2010 la HALDE avait déclaré qu'interdire à des Témoins de Jéhovah de recevoir l'assistance d'un aumônier lui aussi Témoin de Jéhovah constituait une discrimination religieuse. Aux termes du Code pénal, « chaque détenu doit satisfaire aux exigences de sa vie religieuse, morale ou spirituelle ». Une personne dépositaire de l'autorité publique peut uniquement refuser à une personne incarcérée le droit de recevoir la visite

d'un aumônier pour des motifs nécessaires, légitimes et proportionnés. La HALDE a déclaré que dans ce cas, le nombre de fidèles d'un établissement pénitentiaire spécifique ne constituait pas un critère valable.

Concernant la situation dans les prisons, une nouvelle loi a été votée le 24 novembre 2009, qui stipule que « les personnes détenues ont droit à la liberté d'opinion, de conscience et de religion. Elles peuvent exercer le culte de leur choix... sans autres limites que celles imposées par la sécurité et le bon ordre de l'établissement ». Selon les pouvoirs publics, le nombre d'aumôniers s'est accru et des efforts ont été déployés pour améliorer l'accès à une alimentation adéquate pour les détenus qui observent un régime spécial pour des raisons religieuses. Les fêtes religieuses comme le Ramadan sont observées dans les établissements pénitentiaires.

Droits de l'Homme sans Frontières rapporte que, le 21 juin 2010, le tribunal administratif de Paris a émis cinq décisions autorisant les Témoins de Jéhovah à disposer de leurs propres aumôniers dans les prisons. Dans l'une des affaires, le directeur des services pénitentiaires n'avait pas répondu à la demande d'un aumônier des Témoins de Jéhovah qui offrait ses services. Le premier a été sommé de réexaminer la requête dans un délai de trois mois sous peine de devoir payer une amende de 100 euros par jour de retard. Dans une autre affaire, un membre des Témoins de Jéhovah détenu avait demandé à recevoir la visite d'un aumônier Témoin de Jéhovah. Le tribunal a jugé que l'État ne respectait pas le droit de cette personne à pratiquer sa religion en prison en refusant sa demande et il a ordonné aux pouvoirs publics de lui verser la somme de 3.000 euros au titre des dommages et intérêts. Le ministère de la Justice a fait savoir qu'il interjetterait appel de la décision car « il n'y a pas de raison que les Témoins de Jéhovah aient des aumôniers spécifiques ».

Par jugement rendu le 24 novembre 2009, le tribunal correctionnel de Nanterre a reconnu Jacques Myard, député-maire de Maisons-Laffitte, et l'hebdomadaire *Le Point*, coupables du délit de diffamation à l'encontre de la Fédération Chrétienne des Témoins de Jéhovah de France (FCTJF). M. Myard avait fait des remarques accusant les Témoins de Jéhovah de dérives sectaires dans un entretien publié en ligne sur le site Internet du magazine *Le Point*. Monsieur Myard et *Le Point* ont été condamnés à payer une amende de 2.000 euros chacun et à verser également à la FCTJF les sommes de 5.000 euros de dommages intérêts et de 3.000 euros de frais de justice.

Le 29 septembre 2009, la Cour de cassation a confirmé la décision de la cour d'appel de Paris, qui avait condamné Jean-Pierre Brard, député de Montreuil et membre de la MIVILUDES, pour propos diffamatoires envers les Témoins de Jéhovah ; il avait dit que l'organisation fonctionnait sur le mode de la criminalité internationale. Il a été condamné à verser un euro symbolique au titre de dommages-intérêts.

En mai 2010, le gouvernement a annoncé que, depuis 1999 et au 31 décembre 2009, il avait accordé 453 millions d'euros, par l'intermédiaire de la Commission pour l'Indemnisation des Victimes de Spoliations, à des victimes spoliées de leurs biens pendant l'Occupation allemande de la Deuxième guerre mondiale. Le rapport annuel 2009 de la commission, publié en mai 2010, précisait que des 453 millions d'euros alloués, 8,8 millions d'euros ont été accordés pour des réclamations déposées aux États-Unis et 11,8 millions d'euros pour des réclamations déposées en Israël. La valeur moyenne des indemnisations accordées s'établit à 28.700 euros. La Commission a enregistré 26.470 dossiers, parmi lesquels 25.120 ont été traités ; 17.480 de ceux-ci concernaient des préjudices matériels (biens culturels, professionnels, immobiliers et mobiliers) et 8.990 des préjudices bancaires. Si les activités de la commission ne sont pas limitées par le temps, le rapport indique une réduction du volume de dossiers traités depuis 2007.

De hauts fonctionnaires, y compris le Président Sarkozy lui-même, ont fermement dénoncé la discrimination sur la base de la religion, l'intolérance et l'extrémisme.

Le 3 février 2010, le Président Sarkozy et le Premier ministre Fillon ont participé au dîner annuel organisé par le Conseil Représentatif des Institutions juives de France (CRIF). M. Fillon a annoncé à cette occasion la nomination de l'ancien préfet Michel Morin comme nouveau coordinateur de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Le 21 janvier 2010, à l'occasion de son rendez-vous du Nouvel An avec les principales personnalités religieuses, le Président Sarkozy a renouvelé son appel à la paix, à la cohésion sociale et à l'approfondissement du dialogue interreligieux.

Le 25 janvier 2010, vingt-deux étudiants ont obtenu leur diplôme du programme de maîtrise de l'Institut catholique intitulé « Religion, laïcité et interculturalité ». Des responsables du gouvernement et des universitaires avaient collaboré à l'élaboration du curriculum de ce programme d'enseignement qui comptait 30 étudiants durant l'année 2010. Cette formation, axée sur des imams, était proposée parce que la plupart des quelque 1.200 imams qui prêchent en France viennent de l'étranger et ne parlent pas français, ce qui nuit à la communication avec leurs

fidèles et à leur compréhension des coutumes et des lois locales. Mis en route en liaison avec la Grande Mosquée de Paris, ce programme, dont le financement est assuré à 60 % par l'État, vise à dispenser aux participants, y compris les futurs clercs, un enseignement général relatif aux normes juridiques, historiques et sociales de la France sans aborder les questions de théologie. Son but consiste à développer en France un islam à la française, propre à encourager l'intégration. L'enseignement théologique était confié à la Grande Mosquée de Paris, laquelle administre depuis 1993 un programme de formation de quatre ans destiné aux imams. Les étudiants sont principalement des immigrants d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Cette formation a été bien reçue par les communautés religieuses du pays, musulmans compris, et elle est ouverte aux dignitaires et aux membres du clergé de toutes les religions ainsi qu'aux représentants d'associations religieuses affiliées.

L'ancien Président Jacques Chirac a décerné le Prix « Ilan Halimi » de la Fraternité et de la Tolérance à la Maison des Jeunes et de la Culture de Ris-Orangis, dans la banlieue sud de Paris, le 2 décembre 2009. Commémorant la mort en février 2006 d'Ilan Halimi, victime à l'âge de 23 ans de la violence antisémite, M. Chirac a déploré que « trop de discriminations [existent en France] » et « empoisonnent notre démocratie » à l'occasion de la cérémonie organisée à l'Assemblée nationale ; il a ajouté qu'il croyait en l'égalité de toutes les cultures et de toutes les communautés religieuses. L'ambassadeur d'Israël a assisté à la cérémonie, aux côtés d'ambassadeurs de divers pays arabes.

Le ministère de l'Éducation a continué à parrainer des cours nationaux et des concours destinés à informer les élèves et les étudiants sur la discrimination et la tolérance. Le 7 octobre 2009, un séminaire national a été organisé pour dispenser une formation à plus de 250 responsables scolaires et enseignants sur la prévention de la discrimination.

En septembre 2009, le ministère de l'Éducation a lancé de nouveaux programmes dans les collèges pour souligner que la lutte contre toutes les formes de racisme et d'intolérance était une grande priorité. Le ministère de l'Éducation a parrainé le programme intitulé « CoExist », une initiative de l'Union des Étudiants Juifs de France en partenariat avec SOS-Racisme et l'Agence nationale pour la cohésion sociale, auquel il a apporté un soutien financier. Programme préventif de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, « CoExist » s'efforce de déconstruire les préjugés et les stéréotypes raciaux par l'enseignement de la tolérance.

Le 1^{er} juin 2009, lors d'un évènement jusqu'alors non-rapporté, le ministère des Affaires étrangères a créé un pôle religions, une première dans l'histoire de la France selon son directeur Joseph Maïla. Ce dernier insiste que le pôle a pour vocation l'éducation et la sensibilisation des responsables du gouvernement aux problèmes religieux actuels à l'étranger ; il est par ailleurs axé sur les mouvances religieuses internationales et leurs implications politiques pour la France et fonctionne indépendamment du conseiller pour les affaires religieuses auprès du ministre des Affaires étrangères. Parmi ses autres responsabilités, le pôle a pour tâche de fournir une aide à la médiation et à la négociation pour contribuer à la résolution des conflits inter-ethniques et interreligieux.

Section III. Statut du respect de la liberté de religion dans la société

Des abus ou des actes de discrimination fondés sur l'appartenance, les convictions ou les pratiques religieuses ont été signalés au sein de la société. La majorité d'entre eux étaient de nature antisémite ou islamophobe. L'identité ethnique et la religion étant liées de façon inextricable, il est difficile de classer certains incidents comme spécifiquement liés à l'intolérance ethnique ou religieuse.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, il a été signalé des actes en violation de la liberté religieuse entre des acteurs de la société issus d'organisations religieuses différentes ainsi que des tensions à l'intérieur des communautés religieuses. Le 26 janvier 2010, l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi, a porté plainte contre X pour « violences volontaires et menaces de mort » suite à l'irruption par la force dans sa mosquée d'environ 80 individus non identifiés le 25 janvier, quatre jours après qu'il ait déclaré publiquement qu'il était favorable à la proposition d'interdiction du port du voile intégral. Selon la presse, les individus étaient entrés de force dans la mosquée et s'étaient saisis du micro pour le menacer et l'accuser d'être un infidèle et un apostat tout en déclarant qu'ils « liquideraient... cet imam des juifs ». À sa demande, la police a placé M. Chalghoumi et sa mosquée sous protection le 26 janvier. Selon *Le Parisien*, les autorités ont pris les menaces au sérieux car l'imam avait été déjà menacé en 2006 et 2009 pour ses opinions ouvertement modérées et il a suscité une large attention des médias ainsi que des éloges pour son travail interconfessionnel avec les communautés chrétiennes et juives. En 2009, il a lancé la Conférence des imams de France, organisation nationale cherchant à rallier le soutien des dirigeants religieux musulmans modérés.

Dans son rapport annuel de 2009, la CNCDH a fait état d'une augmentation du racisme. En effet, il y est constaté un accroissement des actes antisémites, qui se

sont concentrés sur le mois de janvier 2009 à la suite du conflit dans la bande de Gaza, ainsi qu'un accroissement des menaces de violence à l'encontre de la communauté musulmane maghrébine. Les incidents de nature raciste se sont multipliés par deux en 2009, pour atteindre 1.026, parmi lesquels 220 impliquaient des actes de violence (dont 13 cas de violence physique) et 806 des menaces ou des actes d'intimidation. Marc Leyenberger, le rapporteur, identifie trois facteurs susceptibles d'avoir contribué à la hausse du sentiment raciste : la hausse du chômage, le débat sur l'identité nationale en France initié par le gouvernement et l'examen du projet de loi contre le port du voile intégral.

Selon la CNCDH, il a été signalé 815 actes antisémites, soit une augmentation de 77,5 %. Le rapport de la Commission explique qu'une majorité de ces actes se sont produits pendant le conflit dans la bande de Gaza en janvier 2009. Richard Prasquier, président du CRIF, a rapporté une augmentation semblable des incidents et les a expliqués de la même façon. Parmi ces actes, 172 étaient de nature violente et antisémite (par rapport à 100 en 2008), dont 78 étaient des agressions physiques, 79 des dommages aux biens personnels, 30 des actes de vandalisme sur des synagogues et 11 de profanation de cimetières ou de monuments commémoratifs. Parmi les 172 incidents antisémites violents, 20 ont été commis par des agresseurs musulmans et/ou maghrébins et 14 par des membres de mouvements et de bandes d'extrême droite. En outre, il a été signalé de nombreux propos antisémites et l'emploi erroné du mot « juif » à titre d'insulte, ce que la communauté juive et d'autres jugent injurieux et blessant.

Le Service de Protection de la Communauté Juive (SPCJ) a enregistré une baisse de 70 % des incidents antisémites au cours du premier trimestre de 2010. Toutefois, le SPCJ, la Ligue Anti-Diffamation et le Bureau National de Vigilance contre l'Antisémitisme (BNVCA), ont chacun fait état d'une résurgence d'actes antisémites après l'incident de la flottille pour Gaza, le 31 mai 2010. Un représentant du CRIF a exprimé sa satisfaction vis-à-vis de la réaction du gouvernement au lendemain de l'incident, notant que des lieux de culte avait été sécurisés, que des cordons de police avaient empêché des manifestations de mal tourner et que les responsables locaux avaient gardé le contact avec les dirigeants de la communauté juive.

D'après le rapport de la CNCDH, un tiers environ des plaintes pour haine raciale ont été déposées par des membres de la communauté nord-africaine avec 240 menaces, parmi lesquelles 44 étaient spécifiquement liées à l'islamophobie. Six mosquées ont été visées par des attaques en 2009, contre deux en 2008. Des membres de la communauté arabo-musulmane ont également été victimes d'actes

d'agression, de harcèlement et de vandalisme au cours de la période couverte par le présent rapport.

Selon la presse, deux individus ont attaqué David Pariente, un juif de 42 ans portant la kippa, avec un couteau et une barre de fer le 30 avril 2010 à Strasbourg. Blessé par des coups portés dans le dos et à la poitrine par ses agresseurs, M. Pariente a été hospitalisé avec de graves blessures. Les deux suspects ont immédiatement été appréhendés par la police, qui a relâché l'un des individus, identifié comme témoin, et inculpé l'autre, un Algérien de 38 ans, pour tentative de meurtre avec circonstance aggravante le 2 mai 2010. Le magistrat chargé de cette affaire a reconnu le caractère antisémite de l'incident, car l'agresseur qui présentait des troubles mentaux a avoué aux autorités qu'il avait attaqué la victime uniquement parce qu'elle portait une kippa. La violence de cette agression antisémite a engendré une vive indignation et la condamnation unanime des acteurs politiques et communautés religieuses toutes tendances confondues, le ministre Brice Hortefeux exprimant sa « solidarité » et son « soutien » envers la communauté juive.

Les médias ont été accusés de parti pris en raison de la très faible couverture qu'ils ont accordé au meurtre présumé d'un musulman par des agresseurs issus de la communauté juive. Le 31 mars 2010, Saïd Bourarach, âgé de 35 ans, a été découvert mort dans le canal de l'Ourcq à Bobigny, après qu'il ait été attaqué par cinq agresseurs devant le magasin où il travaillait comme agent de sécurité. Selon des témoins, une altercation violente avait éclaté entre la victime, un Français d'origine marocaine, et cinq hommes ultérieurement identifiés comme juifs, parce que M. Bourarach leur avait refusé l'entrée du magasin qui était fermé. Le 16 avril 2010, une prière funéraire a été organisée en mémoire de la victime à la mosquée d'Épinay-sur-Seine, au cours de laquelle l'imam a dénoncé le manque de couverture des médias ainsi que l'absence de condamnation de la part de la classe politique pour ce qui était perçu comme un meurtre à caractère raciste. À ce jour, quatre hommes, âgés de 19 à 25 ans, ont fait l'objet d'une enquête pour leur implication dans l'affaire, trois d'entre eux ayant été placés en détention préventive pour meurtre avec préméditation. Le 2 avril 2010, la procureure générale de Bobigny dans cette affaire, Sylvie Moisson, a souligné que ni l'appartenance raciale ni la confession religieuse n'aurait d'incidence sur le déroulement de l'enquête.

Le 10 juillet 2009, à l'issue d'un procès en huis-clos de deux mois, Youssouf Fofana et les autres membres du « Gang des barbares » ont été condamnés pour le meurtre assorti de torture d'Ilan Halimi, un juif âgé de 23 ans. Chef auto-proclamé

du gang qui a avoué avoir enlevé M. Halimi, lui avoir infligé les coups ayant entraîné sa mort et avoir mis le feu à son corps, Fofana a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité (avec une période de sûreté de 22 ans), ce qui est rare en France, tandis que ses deux principaux complices étaient condamnés à des peines de 15 et 18 ans. Les 26 autres accusés ont reçu des peines de six mois avec sursis à 18 ans, deux prévenus ayant été acquittés. L'avocat de la famille Halimi, Maître Francis Szpiner, a requis un nouveau procès pour plusieurs des complices de Fofana et demandé au garde des Sceaux, Michèle Alliot-Marie, de faire appel des condamnations. Se faisant l'écho de l'appel de Maître Szpiner auprès du ministre, le BNVCA a jugé les peines attribuées aux complices trop « indulgentes » et déclaré que l'issue du procès aurait pour effet de « trivialisier » l'antisémitisme. Le BNVCA et le Fonds Social Juif Unifié ont organisé une manifestation le 13 juillet 2009 devant le ministère de la Justice.

Des responsables des Témoins de Jéhovah ont signalé que sept de leurs adhérents avaient été physiquement agressés en 2009.

Le 7 juin 2010, dans le couloir d'un train, un homme d'origine maghrébine s'est mis à hurler, « t'es juif ? » avant de frapper un homme qu'il avait pris pour un juif. Puis, il a crié : « tu as vu ce que tes cousins ont fait à Gaza ? » La victime a été hospitalisée suite aux blessures infligées pendant l'agression.

Le 6 juin 2010, le rabbin du Bet Habad de Nice a été insulté en pleine rue et blessé par des jets de pierre à la jambe par des agresseurs inconnus.

Le 2 mai 2010, la presse a rapporté qu'un fidèle âgé de 78 ans avait été aspergé de gaz lacrymogène en plein visage devant la synagogue de Nîmes, qui a ensuite été vandalisée par des inscriptions antisémites. À la fin de la période couverte par le présent rapport, la police enquêtait, suite à la plainte déposée par la victime et la synagogue, et étudiait les images enregistrées par la caméra de vidéo-surveillance.

Selon des comptes rendus de la presse écrite, en mai 2010, une femme de 60 ans accompagnée de sa fille s'est indignée de voir une femme musulmane, âgée de 26 ans, porter la burqa dans un magasin de prêt-à-porter de la ville de Trignac. Elle aurait comparé la femme voilée à Belphegor, inquiétant démon vedette d'un feuilleton télévisé, dont le visage hideux est caché derrière un masque. Le ton serait monté entre les deux femmes jusqu'à dégénérer en bagarre, la femme musulmane ayant apparemment perdu son voile. Les comptes rendus de la presse diffèrent quant à savoir si la première femme aurait retiré le voile de la seconde durant l'altercation. Les trois femmes ont été interrogées par les gendarmes suite à

quoi le parquet a décidé d'engager des poursuites à l'encontre de la femme accompagnée de sa fille pour « injures et violence ».

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Témoins de Jéhovah ont fait état de 85 actes de vandalisme contre leurs lieux de culte, dont des attaques au cocktail Molotov et aux armes à feu visant leurs biens.

Le 7 juin 2010, un cocktail Molotov a été lancé sur une maison de retraite juive à Metz, mais il n'a pas été fait état de dégâts.

La presse rapporte que, le 31 mai 2010, des manifestants ont jeté des pierres sur l'École Juive du Bet Habad de Grenoble, dont ils ont cassé des vitres. L'édifice était vide au moment des faits. Selon le BNVCA, des individus non identifiés se sont introduits par effraction au domicile du président de l'organisation et ont brûlé le véhicule de ce dernier le 28 mai 2010.

Le 26 avril 2010, dans le XV^{ème} arrondissement de Marseille, un quartier en majorité musulman, le boucher hallal de la rue de Lyon a été la cible de 20 tirs d'arme au moins. Selon les journaux, les balles, qui ont endommagé le rideau de fer et brisé les vitres du magasin, auraient été tirées à l'arme automatique. Cet acte n'a pas fait de blessés.

Le 25 avril 2010, la mosquée Arrahma d'Istres a été la cible de tirs de balles, plus de 30 impacts ayant été dénombrés. Au moment des tirs, la mosquée était déserte et l'attaque n'a pas fait de blessés. Inaugurée par le maire d'Istres en 2007, la mosquée est utilisée quotidiennement pour le culte par plus de 50 fidèles musulmans de la ville. Le maire François Bernardini a condamné cette attaque et souligné que cet acte n'était pas caractéristique de l'attitude de ses concitoyens. Les fidèles qui fréquentent la mosquée d'Istres auraient déclaré que ni eux ni la mosquée n'avaient antérieurement fait l'objet de menaces et qu'ils entretenaient des relations pacifiques avec le reste de la communauté. La police a entamé une enquête et remarqué que deux armes à feu au moins avaient été utilisées.

Le 17 février 2010, des vandales ont peint des inscriptions racistes et une croix gammée sur les murs de la mosquée de Sorgues, dans le sud-est de la France, a-t-on appris de la police et du CFCM. Les sections locales du Parti Socialiste, des écologistes et des petits partis de centre-gauche ont condamné cet acte de profanation. Lors d'un entretien par téléphone, Thierry Lagneau, leader UMP dans le Vaucluse, a déclaré qu'il condamnait « évidemment » cet incident mais en il a également regretté la « récupération politique ». Le sénateur-maire UMP de

Sorgues, Alain Milon, n'a fait aucune déclaration. Le MRAP et la Fédération pour la mixité française ont déclaré leur intention de déposer plainte. Pour témoigner de leur solidarité contre de tels actes de vandalisme et de profanation, ils ont organisé une marche silencieuse à Avignon le 20 février 2010, qui a attiré un nombre limité de participants.

D'autres mosquées, à Obernai (Bas-Rhin) le 13 février 2010, à Saint-Étienne (Loire) le 8 février, à Crépy-en-Valois (Oise) le 31 janvier et à Strasbourg le 12 janvier ont fait l'objet d'actes semblables de profanation et de vandalisme. Selon le président du CFCM, M. Moussaoui, cette série d'actes de profanation exprime clairement que les vandales avaient pour véritable objectif d'ébranler l'unité nationale. Il a réitéré la demande de longue date du CFCM que soit créée une mission d'information parlementaire sur la montée de l'islamophobie en France.

Le 27 janvier 2010, 30 tombes d'un cimetière juif de Strasbourg ont été défigurées avec des croix gammées le jour même du 65^{ème} anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, ce qui a déclenché l'indignation des responsables du gouvernement et des mouvements de lutte contre le racisme. Dans une déclaration communiquée le jour-même, le Président Sarkozy a dénoncé cet acte en le qualifiant « [d']intolérable » et de manifestation du « visage hideux du racisme ». Le ministre de l'Intérieur, M. Hortefeux, a promis d'employer « une détermination sans faille » pour que soient punis les auteurs des actes de profanation.

Le 17 janvier 2010, des individus non identifiés ont tagué une croix gammée de deux mètres de large sur le mur d'une mosquée de Béziers, suite à quoi une association musulmane locale a porté plainte. Des responsables locaux, parmi lesquels le maire UMP de Béziers, Raymond Couderc, et le CFCM ont vivement condamné cet acte.

La nuit du 12 décembre 2009, des agresseurs inconnus ont tagué des propos xénophobes et des croix gammées, et suspendu des pieds de cochon à l'entrée d'une mosquée de Castres, une grande ville proche de Toulouse, dans le sud-ouest du pays. Parmi les inscriptions, on a relevé « White Power », « Sieg Heil » et « la France aux Français ». Les responsables politiques nationaux et locaux ont immédiatement condamné cet acte, notamment le ministre de l'Intérieur, M. Hortefeux, qui l'a qualifié de « profanation ignoble et raciste ». Selon le président de la mosquée, Abdelmalek Bouregba, et d'autres dirigeants musulmans, cette attaque était liée au débat en cours sur l'identité nationale et sur le vote de la Suisse pour interdire la construction de nouveaux minarets, intervenu quelques temps

auparavant, ce qui avait eu beaucoup de répercussions en France. La mosquée de Castres dessert une communauté d'environ 350 musulmans.

En septembre 2009, la presse a rapporté qu'un cocktail Molotov avait été lancé sur le collège juif ORT Bramson de Marseille. Personne n'a été blessé mais l'engin a détruit une haie et endommagé plusieurs véhicules.

Le 27 octobre 2009, un tribunal parisien a condamné le comique d'extrême droite Dieudonné M'Bala M'Bala à une amende de 20.000 euros pour avoir mis en scène une séquence antisémite dans son spectacle de décembre 2008 : il avait invité sur scène le négationniste Robert Faurisson pour lui remettre une récompense satirique. L'humoriste français, âgé de 43 ans, été condamné à une amende de 10.000 euros pour « injure publique à caractère antisémite » et à 10.000 euros de dommages-intérêts et frais de procès aux organisations qui l'avaient poursuivi en justice pour antisémitisme. Si Dieudonné M'Bala M'Bala a défendu son droit à la libre expression, les associations de lutte contre le racisme et de défense des juifs se sont félicitées du verdict.

La préfecture de Paris a interdit un apéro géant controversé prévu le vendredi 18 juin 2010, que ses organisateurs présentaient comme un événement « contre l'islamisation » dans un quartier de Paris à forte population maghrébine et africaine. Elle avait jugé que permettre à cette manifestation d'avoir lieu pourrait constituer une menace pour l'ordre public. Les instigateurs de l'apéro « pinard et saucisson », organisé par l'intermédiaire d'un groupe Facebook qui prétendait avoir environ 7.000 membres, avaient déclaré qu'ils voulaient remettre en question l'influence croissante de l'islam dans leur quartier. L'islam proscrit la consommation de porc et d'alcool ; et le coup d'envoi de l'apéro était prévu immédiatement après les prières du vendredi, là-même où des musulmans prient souvent dans la rue, la mosquée du quartier n'étant pas suffisamment grande. Suite à l'annulation de cet événement, 800 partisans de l'apéro se seraient retrouvés sur la place de l'Étoile le 18 juin, lors d'une manifestation de remplacement. Ces personnes étaient issues de plusieurs associations, notamment de Bloc Identitaire, qui cherche à défendre l'identité blanche de la France, et de groupuscules féministes et sécularistes.

L'Église de Scientologie a continué de rapporter des cas de discrimination sociale au cours de la période couverte par le présent rapport, parmi lesquels les difficultés que rencontrent certains de leurs membres pour ouvrir un compte bancaire. Les responsables de l'Église ont toutefois remarqué que la Banque de France avait souvent renversé les décisions des banques locales, même si les comptes

finalement accordés offrent une gamme de services assez limités. Ils ont également fait état de relations positives avec la police locale et des responsables du ministère de l'Intérieur.

Les attitudes négatives de la société face au port du voile islamique, qu'a exacerbé le débat sur le port de la burqa en France, pourraient avoir entraîné des actes de discrimination à l'encontre de femmes musulmanes. Certaines d'entre elles ont réitéré que des commerces auraient refusé de les servir quand elles portaient le foulard.

Le 7 janvier 2010, les autorités ont procédé à l'expulsion vers l'Égypte d'un imam « radical », qui aurait soi-disant incité ses disciples à se soulever contre l'Occident, d'après la presse. La loi autorise l'expulsion des étrangers qui se livrent à des « actes de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence contre une personne ou un groupe de personnes déterminés ». Le ministre de l'Intérieur, M. Hortefeux, a déclaré que les autorités suivaient depuis 2008 les prêches de plus en plus « dangereux » d'Ali Ibrahim el-Soudany. Il a souligné que « les prêchers de haine, qui n'ont rien à voir avec la liberté religieuse, n'ont pas leur place sur notre territoire ». M. El-Soudany est le 29^{ème} prêcheur islamique et le 129^{ème} intégriste musulman expulsé depuis 2001. M. El-Soudany aurait résidé en France depuis plusieurs années, mais sans autorisation légale de séjour.

Entre janvier et octobre 2009, le ministère de l'Intérieur aurait consigné 1.157 messages à caractère raciste, antisémite, xénophobe ou discriminatoire sur Internet. Parmi ces messages, 238 étaient à caractère discriminatoire ou xénophobe, 822 incitaient à la haine raciale, ethnique ou religieuse, 60 défendaient les crimes contre l'humanité, y compris la Shoah, et 30 niaient les crimes contre l'humanité, y compris la Shoah. Le 21 janvier 2010, the gouvernement a publié un rapport sur les modalités de lutte contre ce type d'activité, préconisant la mise en place d'un plan d'action collectif à l'échelle nationale et locale pour mobiliser les pouvoirs publics, les fournisseurs d'accès Internet et les groupes d'intérêts. Lors du dîner annuel du CRIF le 3 février 2010, le Premier ministre, M. Fillon, a annoncé que le gouvernement superviserait la mise en œuvre des propositions présentées dans le rapport.

Plusieurs ONG ont entamé des actions en justice pour demander le retrait de l'affiche du Front National dans le cadre de la campagne électorale. Elle montrait une femme intégralement voilée, le drapeau algérien sur lequel se dressaient des minarets avec en titre « Non à l'islamisme » et « Les jeunes avec Le Pen ». Le 12 mars, un tribunal de Marseille a donné gain de cause à la Ligue Internationale

Contre le Racisme et l'Antisémitisme en ordonnant le retrait des affiches. Il a estimé qu'elles étaient de nature à provoquer l'animosité envers certaines communautés en raison de leur appartenance religieuse, de leur sexe et de leur nationalité.

Le gouvernement a fait des efforts pour promouvoir la compréhension entre les religions, en combattant le racisme et l'antisémitisme par des campagnes de sensibilisation du public et en encourageant le dialogue parmi les autorités locales, la police et les associations de citoyens. Les responsables du gouvernement, des représentants de la communauté juive, de la Grande mosquée de Paris et de celle de Marseille, de la Fédération protestante et de la Conférence des évêques ont publiquement condamné les actes racistes et autres formes de violence. Les autorités poursuivent régulièrement en justice les crimes à caractère islamophobe, antisémite et autres. Les procureurs ont reçu pour instructions de réclamer la peine maximum en cas de crimes motivés par la haine et de se pourvoir systématiquement en appel si les condamnations n'étaient pas estimées suffisamment sévères.

Le 17 juin 2010, le ministre de l'Intérieur, M. Hortefeux, et le président du CFCM, M. Moussaoui, ont signé une convention pour effectuer un décompte statistique quotidien et un suivi de l'évolution des actes islamophobes. Cette convention prévoit des réunions trimestrielles entre les collaborateurs du ministère de l'Intérieur et ceux du CFCM pour comparer leurs chiffres.

Plus de 180 pôles anti-discrimination fonctionnent dans les tribunaux d'instance qui sont dotés de magistrats référents chargés de traiter les affaires locales en étroite collaboration avec la société civile. Malgré les importants partenariats forgés par ces pôles, la CNCDH a rapporté que les procureurs attribuaient le nombre relativement faible de plaintes déposées pour actes discriminatoires à une insuffisance des signalements de la part des interlocuteurs institutionnels, insistant sur la nécessité d'adopter des méthodes permettant de mieux identifier les cas de discrimination.

Des incidents antisémites et islamophobes se sont produits au cours de la période couverte par le présent rapport, mais des dirigeants de premier plan dans la société ont pris des mesures positives pour promouvoir la liberté religieuse et entretenir un dialogue ouvert entre les communautés d'appartenances religieuses distinctes.

Marquant la 2^{ème} rencontre nationale des imams dans le pays, le Rassemblement des musulmans de France (RMF) a organisé un colloque intitulé « Être imam

aujourd'hui en France : responsabilités et défis », les 5 et 6 juin 2010. Hormis plus de 200 imams formés en France, ce rassemblement a réuni des imams envoyés par le ministère marocain des Habous et des Affaires islamiques, des membres du Conseil européen des Oulémas au Maroc et des représentants du RMF dans la région. Selon le ministère de l'Intérieur, 600 imams se trouvaient en France à la fin de la période couverte par le présent rapport.

Le 31 mai 2010, le rabbin Michel Serfaty, fondateur de l'Amitié Judéo-Musulmane de France (AJMF), a lancé son sixième tour de France de l'Amitié, dont le bus a sillonné les quartiers les plus turbulents et les plus divisés de France. D'après la directrice de l'AJMF, Elia Ktourza, le rabbin Serfaty et ses invités musulmans et juifs encouragent la tolérance interconfessionnelle en engageant le dialogue avec le public dans les quartiers musulmans, juifs et mélangés, au sujet de la tolérance, du respect et de l'appréciation mutuels. Français d'origine tunisienne, M. Serfaty a pris la décision d'entreprendre ce travail après avoir été victime d'une agression antisémite.

Dans le souci d'encourager sans cesse le dialogue et la compréhension interculturels, le rabbin a rencontré des responsables musulmans et leurs homologues d'autres religions et il a parrainé des déplacements à l'étranger d'élèves musulmans de France pour visiter des sites de la Shoah. Entre le 25 et le 28 avril 2010, le rabbin Serfaty a emmené en Pologne un groupe de 15 imams français principalement résidant à Paris et dans sa banlieue pour visiter des camps de concentration nazis. Cette visite a profondément touché les imams selon Mme Ktourza, directrice de l'AJMF et fille du rabbin, qui a ajouté qu'ils avaient été « profondément émus et reconnaissants d'avoir pu participer à ce voyage ».

Lors d'une rencontre qui s'est tenue en banlieue parisienne du 2 au 5 avril 2010, avec pour toile de fonds le débat parlementaire sur l'interdiction du voile intégral, les dirigeants musulmans ont déploré une atmosphère de « tension » caractérisée par des inquiétudes concernant « la montée de l'islamophobie ». L'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), qui serait devenue le plus grand rassemblement de musulmans en Europe, a tenu sa 27^{ème} Rencontre Annuelle en 2010 à laquelle auraient participé jusqu'à 30.000 personnes. Lors de la rencontre, Fouad Alaoui, président de l'UOIF, a dénoncé ce qu'il a qualifié de « climat islamophobe galopant » en France, tout en remarquant que la communauté musulmane n'était pas parvenue à faire la preuve de ses véritables valeurs pour « montrer le vrai visage de l'islam ».

Fondée en 1905, la Fédération Protestante de France rassemble 22 églises et 84 associations ; c'est l'interlocuteur auprès du gouvernement de la communauté protestante. Elle a pour vocation principale de contribuer à la cohésion de la communauté.

En 1943, des membres juifs de la Résistance ont formé le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), dont la mission est de lutter contre l'antisémitisme, de préserver la mémoire de la Shoah, d'affirmer la solidarité avec Israël et de promouvoir un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien.

Le CFCM a organisé à Béziers une conférence qui a réuni plus de 700 participants sur le thème « Valider notre citoyenneté » le 24 janvier 2010. Durant cette conférence, les participants ont déclaré qu'il était temps que les musulmans « relèvent la tête » pour prendre la place qui leur revient en tant que citoyens à part entière. On estime à 250.000 le nombre de musulmans qui habitent dans la région du Languedoc-Roussillon, où se trouve Béziers.

Le conseil d'Églises chrétiennes en France se compose de trois délégations de sept membres, représentant des Églises protestante, catholique et orthodoxe. En outre, une délégation de trois membres représente l'Église apostolique arménienne et un observateur représente la Communion anglicane. Ce conseil constitue le forum du dialogue entre les principales Églises chrétiennes.

Il existe également une structure de dialogue œcuménique entre les communautés chrétienne, musulmane, bouddhiste et juive. Elle collabore sur des thèmes nationaux et internationaux et publie des déclarations communes.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Le gouvernement des États-Unis discute de questions de liberté de religion avec le gouvernement français dans le cadre général de sa politique de défense des droits de l'homme. L'ambassade encourage activement le dialogue religieux interconfessionnel et la tolérance entre les principaux groupes religieux du pays, s'intéressant plus particulièrement aux relations entre les communautés musulmane et juive. Cet engagement s'est souvent concrétisé avec le concours des consulats et postes consulaires des États-Unis.

Des représentants de l'ambassade se sont réunis à plusieurs reprises avec de hauts fonctionnaires responsables des questions relatives à la liberté de religion. Les premiers ont également rencontré, à intervalles réguliers, des citoyens privés et des

représentants d'organisations religieuses et d'ONG concernés par ces questions. Ils ont également abordé ce dossier avec des dignitaires des principales confessions ainsi qu'avec des représentants de l'Église de Scientologie. Des fonctionnaires de l'ambassade ont reçu la visite de l'Holocaust Memorial Museum des États-Unis et d'organisations juives, notamment de l'American Jewish Committee, de l'Anti-Defamation League, du CRIF, du Congrès juif européen, de l'organisation United Jewish Communities et du Centre Simon Wiesenthal. En outre, l'ambassade a mené régulièrement des activités visant à tisser des liens avec la communauté musulmane sur l'ensemble du territoire, et l'ambassadeur a organisé le dîner annuel de l'iftar (dîner pendant le Ramadan), auquel ont été spécialement conviés de jeunes dirigeants musulmans. Des représentants du Département d'État à Washington se sont également déplacés en France pour participer à ces initiatives de resserrement des relations avec ces communautés. Par ailleurs, l'ambassade a accueilli un imam américain à la réputation bien établie, qui donne l'exemple du dialogue œcuménique.

L'ambassade à Paris propose un programme vigoureux d'information et de communication en direction des minorités en France. Elle a en outre contribué à appuyer des projets menés par des ONG sérieuses qui s'emploient à promouvoir la tolérance et la lutte contre l'antisémitisme et l'islamophobie, comme SOS Racisme. L'ambassade a accordé une subvention de 7.577 euros à l'AJMF, qui est dirigée par le rabbin Serfaty, dirigeant interconfessionnel le plus connu en France. Elle venait soutenir le « tour de l'amitié » organisé par M. Serfaty de juillet à septembre 2010, au cours duquel le rabbin s'est rendu avec un imam dans des quartiers déshérités de religions variées de toute la France afin de discuter des valeurs et intérêts que partagent les juifs et les musulmans. L'AJMF du rabbin, avec son « tour de l'amitié » (la sixième édition), a permis d'atteindre plus de 150 communautés et associations par l'intermédiaire de plus de 300 manifestations, dont les étapes du tour, des expositions, des présentations, des séminaires de formation, un centre virtuel de documentation, une initiative de jumelage des mosquées et des synagogues ainsi qu'un site Internet. En mai et juin 2010, M. Serfaty s'est embarqué dans une tournée en bus pour se rendre dans les quartiers les plus divisés sur le plan religieux. Les invités juifs et musulmans à bord du bus ont passé toute la tournée à discuter de tolérance et de respect avec les personnes qu'ils rencontraient, dans les établissements scolaires locaux, avec les ONG, les élus, les agents de police et les organismes sociaux.

Le poste consulaire des États-Unis de Bordeaux a participé à la réunion annuelle de l'amitié judéo-musulmane, tandis que celui de Lyon axe ses efforts sur la

communauté musulmane locale afin de juguler l'essor de l'intégrisme religieux et de l'intolérance, en travaillant avec les jeunes de la ville et les dirigeants religieux.

Le 8 juin 2010, l'ambassade a coparrainé un symposium interconfessionnel avec le Center for International Education Exchange, qui a réuni des animateurs et des spécialistes œcuméniques français et américains afin d'évoquer les bonnes pratiques favorisant le dialogue et l'action interconfessionnels. L'animateur social de quartier Rami Nashashibi, directeur général de l'Inner City Muslim Action Network of Chicago, a fait une intervention dans laquelle il a évoqué ses expériences. Plus de 50 invités ont étudié les sentiments antisémites, islamophobes et xénophobes en France et aux États-Unis.

L'ambassade a apporté son soutien aux journées portes ouvertes entre synagogues et mosquées organisées du 13 au 15 novembre 2009. Cette initiative, le temps d'un week-end, a permis d'ouvrir les portes des deux plus grands centres de culte juif et musulman de Paris, ce qui a permis de réunir des membres des deux communautés religieuses dans le dialogue et l'échange. L'ambassade à Paris a financé le déplacement en France de l'association américaine, la Foundation for Ethnic Understanding, qui était à l'origine de la manifestation (après avoir organisé des échanges du même type aux États-Unis), afin de l'observer et d'y participer.

Pendant la période couverte par ce rapport et dans le cadre du programme en faveur des visiteurs internationaux (International Visitor Leadership Program), étayé de nouvelles activités visant les communautés minoritaires, l'ambassade a invité des imams et des dignitaires d'autres communautés minoritaires venus de tout le pays. Faisant suite à un séminaire organisé à Paris du 4 au 11 juin 2009 concernant la « Diversité religieuse dans la vie quotidienne en France » qui était axé sur le rôle des aumôniers dans les prisons, les hôpitaux, l'armée et auprès des jeunes, l'IVLP a organisé un programme d'échange aux États-Unis du 11 au 17 octobre 2009 pour des experts français en la matière. Ce voyage a favorisé l'échange d'idées et d'informations concernant l'incarcération dans les deux pays et abouti directement à la création d'un cours de formation à Paris/Nanterre pour les aumôniers de centres de détention.

L'ambassade œuvre en partenariat avec les personnalités dirigeantes du pays dans toute une gamme de secteurs de manière à partager les pratiques optimales en matière de gestion de la diversité, s'employant ainsi à promouvoir des modèles efficaces pour donner aux individus les moyens de vivre en harmonie, indépendamment de leurs antécédents, de leur culture et de leurs convictions. Par exemple, l'Attaché culturel a reçu Salam al-Marayati, directeur exécutif du Muslim

Affairs Council, à l'occasion d'une table ronde intitulée « Au carrefour de la liberté de religion et de la liberté d'expression ». Les invités ont eu un échange de vues sur les différentes démarches de la France et des États-Unis concernant ces questions.